



La reprise économique est une illusion

La BIS nous met en garde contre de futures crises

Par [Andrew Gavin Marshall](#)

Thème: [Économie](#)

Mondialisation.ca, 24 octobre 2009

24 octobre 2009

La guerre c'est la paix, la liberté c'est l'esclavage, l'ignorance c'est la force et l'endettement c'est la reprise

À la lumière des exclamations omniprésentes et obstinées d'« une fin » de récession, d'« une solution à la crise » et d'une « reprise » de l'économie, nous devons nous rappeler qu'elles proviennent exactement des mêmes personnes et des mêmes institutions qui nous ont dit dans les dernières années qu'il n'y avait « aucune raison de s'en faire », que les « bases de l'économie se port[ai]ent bien », qu'il n'y avait « aucun danger » de crise économique.

Pourquoi croyons-nous toujours les mêmes personnes qui n'ont fait que se tromper, à la fois dans leurs affirmations et dans leurs choix? Qui devrions-nous croire et vers qui devrions-nous nous tourner pour des informations et des analyses plus justes? Une source utile serait peut-être celle à l'épicentre de la crise, au cœur du monde obscur des banques centrales, le régulateur du système bancaire mondial et la « plus prestigieuse institution financière au monde », laquelle a, jusqu'à présent, prévu la crise avec exactitude : la Banque des règlements internationaux (BRI). Voilà un bon départ.

La crise économique est tout sauf terminée et les « solutions » apportées sont comparables à un pansement adhésif sur un bras amputé. La BRI, la banque centrale des banques centrales du monde, a mis en garde contre de tels espoirs déplacés et continue de le faire.

Qu'est-ce que la Banque des règlements internationaux?

La BRI a été créée par le Comité Young, constitué en 1929 pour régler le paiement des réparations allemandes, exposées brièvement dans le Traité de Versailles de 1919. Le Comité était dirigé par Owen D. Young, président et PDG de General Electric, co-auteur du plan Dawes de 1924, membre du Conseil d'administration de la Rockefeller Foundation et vice-président de la Federal Reserve Bank of New York. À titre de principal délégué étatsunien à la conférence sur les réparations allemandes, il était également accompagné par J.P. Morgan, Jr. [1]. De là est né le plan Young pour le paiement des réparations allemandes.

Ce plan est entré en vigueur en 1930, après le krach boursier. Une partie du plan impliquait la création d'une organisation internationale de règlement, fondée en 1930 et connue sous le nom de Banque des règlements internationaux (BRI). Elle était prétendument conçue pour faciliter et coordonner les paiements des réparations de l'Allemagne de Weimar aux pouvoirs alliés. Toutefois, sa seconde fonction, plus secrète et bien plus importante, était

d'agir en tant que « coordinateur des opérations des banques centrales à travers le monde ». Décrite comme « une banque pour les banques centrales », la BRI « est une institution privée avec des actionnaires, mais elle fait des opérations pour les agences publiques. Ces opérations sont strictement confidentielles, donc le public ignore habituellement la plupart des opérations de la BRI ». [2]

La BRI a été fondée par « les banques centrales de Belgique, de France, d'Allemagne, d'Italie, des Pays-Bas, du Japon et du Royaume-Uni, ainsi que par les trois principales banques commerciales des États-Unis, soit J.P. Morgan & Company, First National Bank of New York et First National Bank of Chicago. Chaque banque centrale a souscrit à 16 000 d'actions et les trois banques étatsuniennes ont également souscrit au même nombre d'actions ». Cependant, « seules les banques centrales ont un droit de vote [3] ».

Les membres des banques centrales tiennent des rencontres bimensuelles à la BRI où ils discutent de différentes questions. Il convient de noter que la plupart « des transactions effectuées par la BRI pour le compte des banques centrales exigent le plus grand secret [4] », voilà probablement pourquoi la plupart des gens n'en ont jamais entendu parler. La BRI peut offrir aux banques centrales « une confidentialité et un secret bancaire supérieur à une banque cotée triple A [5] ».

La BRI a été instaurée « pour remédier au déclin de Londres en tant que centre financier mondial en offrant un mécanisme par lequel un monde muni de trois principaux centres financiers à Londres, New York et Paris, pourrait toujours fonctionner comme s'ils n'y en avait qu'un seul [6] ». Comme l'expliquait Carroll Quigley :

[L]es pouvoirs du capitalisme financier avaient un autre but d'une portée considérable, rien de moins que la création d'un système mondial de contrôle financier dans les mains du privé, capable de dominer le système politique de chaque pays et l'économie du monde en entier. Ce système devait être contrôlé de concert et d'une manière féodale par les banques centrales du monde, par des accords secrets conclus au cours de fréquentes conférences et réunions privées. Au sommet du système, devait se trouver la Banque des règlements internationaux à Bâle en Suisse, une banque privée, détenue et contrôlée par les banques centrales mondiales, elles-mêmes des sociétés privées [7].

La BRI est, sans aucun doute, la plus importante, la plus puissante et la plus secrète des institutions financières du monde. Ses avertissements ne devraient pas être pris à la légère, puisqu'elle, plus que toute autre institution au monde, serait au courant de telles informations.

En septembre 2009, la BRI rapportait que « [l]e marché mondial des produits dérivés a rebondi à 426 billions de dollars au deuxième trimestre, lorsque l'appétit du risque est réapparu, mais le système demeure instable et sujet aux crises ». Le rapport trimestriel de la BRI indique que les produits dérivés ont connu une hausse de 16 % « surtout en raison d'une croissance des contrats à terme (*futures*) et des options sur taux d'intérêt à trois mois ». L'économiste en chef de la BRI a prévenu que le marché des dérivés pose « des risques systémiques majeurs » dans le secteur financier international et que « [l]e danger est que les autorités de réglementation n'arrivent pas, encore une fois, à voir que les grandes institutions ont pris bien plus de risques qu'elles ne le pouvaient dans des conditions de choc ». L'économiste a ajouté : « L'utilisation de dérivés par les les fonds de couverture (*hedge funds*) et autres investissements du genre peuvent créer d'importants risques cachés [8]. »

Le jour suivant la publication du rapport de la BRI, son ancien économiste en chef, William White, a fait cette mise en garde : « Le monde ne s'est pas attaqué aux problèmes au cœur du déclin économique et il est probable qu'il entre doucement à nouveau en récession. » Il a par ailleurs « prévenu que les actions gouvernementales destinées à aider l'économie à court terme pourraient en fait jeter les bases de crises à venir ». Il aurait également mis en garde contre une récession à double creux : « Allons-nous vers une [récession en forme de] W? Cela est presque certain. Allons-nous vers un L? Je n'en serais pas le moins du monde surpris. La seule chose qui pourrait réellement me surprendre serait une reprise durable provenant de la position dans laquelle nous nous trouvons. »

Un article du Financial Times expliquait que les commentaires de M. White ne doivent pas être pris inconsidérément puisqu'en plus d'avoir dirigé le département économique de la BRI de 1995 à 2008, il avait « à maintes reprises prévenu des dangereux déséquilibres conjoncturels dans le système financier mondial, avertissements datant d'aussi loin que 2003, et – brisant un grand tabou à l'époque dans les cercles des banques centrales – il a osé contester la politique continue d'argent bon marché de Alan Greenspan, alors président de la Réserve Fédérale (Fed) »

Le Financial Times poursuit:

Partout dans le monde, les banques centrales ont injecté des milliers de milliards de dollars d'argent neuf dans le système financier dans les deux dernières années en guise d'effort pour prévenir une dépression. Entre-temps les gouvernements sont allés vers des extrêmes semblables, accumulant de larges dettes afin de soutenir les industries, des banques aux constructeurs automobiles.

M. White a prévenu qu'« il se peut que [c]es mesures soient déjà en train de gonfler une bulle dans les prix des actifs, allant des actions aux marchandises [et qu']il existait un risque mineur que l'inflation ne devienne hors de contrôle à moyen terme ». Dans un discours donné à Hong Kong, M. White expliquait que « les problèmes sous-jacents à l'économie mondiale, tel que les déséquilibres commerciaux insoutenables entre les États-Unis, l'Europe et l'Asie, n'ont pas été résolus. » [9]

Le 20 septembre 2009 le Financial Times révélait que lors d'une réunion du G20, la BRI, « à la tête de l'organisme supervisant la réglementation bancaire mondiale, a émis un avertissement strict en disant que le monde ne peut pas se permettre supposer de façon "complaisante" que le secteur financier a repris pour de bon [et que] Jaime Caruana, directeur général de la BRI et ancien gouverneur de la Banque centrale d'Espagne, a affirmé que la reprise boursière ne doit pas être mal interprétée [10] ». »

Ces mises en garde suivent celles de la BRI émises durant l'été 2009 à propos des espoirs inopportuns devant les mesures de stimulation économique prises par divers gouvernements partout dans le monde. À la fin juin, la BRI a prévenu que « les mesures de stimulation budgétaires ne peuvent donner rien de plus qu'une relance temporaire de la croissance, suivie d'une longue période de stagnation ».

Voici ce que révélait un article du Australian : « Le seul organisme international à avoir anticipé la crise financière [...] a prévenu que le plus grand risque était que les investisseurs des obligations sur le marché mondial (*world bond investors*) forcent les gouvernements à abandonner leurs mesures de stimulation économique et plutôt à réduire radicalement les dépenses tout en haussant les impôts et les taux d'intérêt, [car la rapport annuel de la BRI]

a, ces trois dernières années, prévenu des dangers d'une nouvelle dépression ». De plus, « [son] dernier rapport annuel a averti que des pays comme l'Australie faisaient face à une possible ruée sur la devise, ce qui provoquerait une hausse des intérêts ». La BRI a par ailleurs prévenu qu'« un répit temporaire pourrait entraver la prise d'initiatives par les autorités et visant à remettre sur pied le système financier, si ces initiatives sont impopulaires, et ultimement prolonger la période de croissance lente ».

Par ailleurs, « [au] même moment, les garanties gouvernementales et les assurances des actifs (*asset insurance*) ont exposé les contribuables à des pertes potentielles énormes ». En expliquant comment les mesures fiscales posaient des risques significatifs, la BRI poursuit : « La possibilité que les responsables de la fiscalité épuisent leur capacité d'emprunt avant de terminer les réparations coûteuses du système financier constitue un danger [...] Il est certes probable que les plans de stimulation augmentent les taux d'intérêt réels et les prévisions d'inflation. [Celle-ci] s'intensifierait alors que le déclin s'atténuerait [et la BRI] a exprimé des doutes concernant le plan de sauvetage bancaire adopté aux États-Unis [11]. »

La BRI a encore mis en garde contre l'inflation en affirmant qu'« il est légitime et important d'être préoccupé par la transposition de la détente radicale de la politique monétaire en croissance au sein des plus grands agrégats de monnaie et de crédit, avant que la situation ne puisse être renversée. [Cela mènera] à une inflation qui nourrit les perspectives d'inflation ou pourrait alimenter encore une autre bulle spéculative, en jetant les bases du prochain cycle financier d'emballage-effondrement [12] ». Selon le plus récent rapport sur la création de la bulle des dérivés, il est désormais évident que c'est exactement ce qui s'est produit : une autre bulle spéculative a été créée. Le problème avec les bulles, c'est qu'elles éclatent.

Pour sa part, le Financial Times rapportait que William White, ancien économiste en chef de la BRI, avait également « fait valoir qu'après deux ans de soutien gouvernemental au système financier, nous avons désormais un groupe de banques encore plus grandes et plus dangereuses que jamais, [ce qu'a également] souligné Simon Johnson, ancien économiste en chef du Fonds monétaire international, en affirmant que l'industrie de la finance s'est en effet emparée du gouvernement des États-Unis ». Il a clairement dit : « La reprise échouera à moins que nous brisions l'oligarchie financière qui empêche la réalisation d'une réforme essentielle. [13] » (C'est nous qui soulignons)

Au début septembre 2009 les responsables des banques centrales se sont rencontrés à la BRI et selon la presse, « ils se sont mis d'accord sur un ensemble de mesures visant à renforcer la réglementation et la supervision de l'industrie bancaire, dans la foulée de la crise financière ». Le chef de la Banque centrale européenne aurait dit : « Les accords auxquels nous sommes arrivés aujourd'hui entre les 27 grands pays du monde sont essentiels, car ils établissent de nouveaux standards pour la réglementation et la supervision bancaire au niveau mondial [14]. »

Parmi les mesures convenues, « les prêteurs devraient hausser la qualité de leur capital en incluant plus de titres [et] les banques devront également augmenter la quantité et la qualité des actifs qu'ils gardent en réserve et freiner l'effet de levier ». L'une des décisions clés prises à la conférence de Bâle, qui tient son nom du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire et a été constitué par la BRI, est que « les banques devront augmenter la qualité de leur soi-disant fonds propres de niveau 1, lequel mesure la capacité d'une banque à éponger des pertes soudaines ». Cela signifie que « [l]a majorité de ce genre de réserves devraient être des actions ordinaires et des bénéfices non répartis, et les avoirs seront

entièrement dévoilés [15] ».

À la mi-septembre, la BRI a admis que « [l]es banques centrales doivent coordonner la supervision mondiale des chambres de compensation des produits dérivés et penser à leur donner accès à des fonds d'urgence afin de limiter le risque systémique ». En d'autres termes « les responsables de la réglementation font pression pour qu'une grande part du commerce des dérivés hors bourse de 592 billions de dollars soit transféré aux chambres de compensation, lesquelles agissent à titre d'acheteur pour chaque vendeur et de vendeur pour chaque acheteur, réduisant ainsi les risques de crédit pour le système financier ». Le rapport publié par la BRI posait la question suivante : « [Les chambres de compensation] devraient-elles avoir accès aux facilités de crédit des banques centrales et si oui, à quel moment? [16] »

Une crise en vue

Le marché des dérivés représente une grave menace pour la stabilité de l'économie mondiale. Toutefois, il s'agit d'une menace parmi tant d'autres, toutes reliées et entrecroisées, l'une déclenchant l'autre. Le gros éléphant dans la pièce est l'importante bulle financière créée par les plans de sauvetage et les mesures de « relance » dans le monde entier. Cet argent a été utilisé par les grandes banques pour consolider l'économie, en achetant des banques moins grandes et en absorbant l'économie réelle : l'industrie de haut rendement. L'argent a aussi été placé dans la spéculation, nourrissant la bulle des dérivés et menant à une hausse des bourses, événement complètement illusoire et fabriqué. Les plans de sauvetage ont, en réalité, élevé la bulle des dérivés jusqu'à de nouveaux degrés risqués, ainsi que gonflé les marchés boursiers qui se trouvent dans une position intenable

Cependant, un péril redoutable surgit du coût des plans de sauvetage et des soi-disant mesures de « stimulation ». La crise économique est une conséquence des bas taux d'intérêt et de l'argent facile : on faisait des prêts à risque élevé, l'argent était investi partout et dans n'importe quoi, le marché du logement s'est gonflé, comme celui de l'immobilier commercial, le commerce des dérivés s'est emballé, atteignant les centaines de billions de dollars par année, la spéculation est devenue envahissante et dominait le système financier mondial. Les fonds spéculatifs (*hedge funds*) étaient les facilitateurs volontaires du commerce des dérivés et les grandes banques en étaient les principaux participants et détenteurs.

Au même moment, les gouvernements dépensaient sans compter, particulièrement aux États-Unis, en payant plusieurs billions de dollars pour des guerres et des budgets de défense et en imprimant de l'argent à partir de rien, gracieuseté du système mondial de banques centrales. Tout l'argent créé a, en revanche, créé une dette. En 2007, la dette totale - les dettes intérieure et de consommation, et les prêts commerciaux - des États-Unis atteignait la somme consternante de 51 billions de dollars [17].

Comme si le fardeau de la dette n'était pas suffisant, considérant qu'il serait impossible de la rembourser, on a assisté ces deux dernières années à l'augmentation de dette la plus rapide et la plus coûteuse de l'histoire, sous la forme de mesures de relance et de plans de sauvetage partout dans le monde. En juillet 2009, on rapportait que « les contribuables étatsuniens pourraient être dans le pétrin pour autant que 23,7 billions de dollars afin de soutenir l'économie et renflouer les sociétés de financement, a observé Neil Barofsky, inspecteur général spécial du *Troubled Asset Relief Program* [plan de sauvetage des actifs à

risque] du Trésor [18] ».

Le plan Bilderberg Plan en marche?

En mai 2009, j'ai écrit un article sur la réunion du Bilderberg, réunion ultrasecrète des principales élites de l'Europe et de l'Amérique du Nord qui se rencontrent annuellement derrière des portes closes. Le groupe Bilderberg agit en tant que groupe de réflexion international informel et ne publie aucune information, donc les reportages sur les réunions proviennent de fuites et les sources ne peuvent être vérifiées. Toutefois, les informations fournies par les traqueurs de Bilderberg et journalistes Daniel Estulin et Jim Tucker se sont avérées étonnamment justes par le passé.

En mai, les informations ayant transpiré des réunions concernaient sans surprise le principal sujet de conversation, soit la crise économique. La grande question était de savoir s'il fallait s'engager dans « une dépression prolongée et douloureuse condamnant le monde à des décennies de stagnation, de déclin et de pauvreté [...] ou [dans] une dépression plus courte mais plus intense ouvrant la voie à un nouvel ordre économique mondial durable, offrant moins de souveraineté, mais [étant] plus efficient ».

Il est important de noter qu'un des points importants à l'ordre du jour était de « continuer à tromper des millions d'épargnants et d'investisseurs croyant au battage autour de la prétendue reprise économique. Ils sont sur le point de faire face à des pertes massives et à d'éprouvantes difficultés économiques dans les mois qui viennent ».

Estulin a parlé d'un rapport qui avait transpiré et qu'il affirmait avoir reçu après la réunion, révélant de grands désaccords parmi les participants puisque « [l]es partisans de la ligne dure sont favorables à un déclin dramatique et à une dépression courte et sévère, mais d'autres pensent que les choses sont allées trop loin et que les retombées du cataclysme économique mondial ne peuvent pas être calculées avec exactitude ». Cependant la vision commune était que la récession allait empirer et que la reprise serait « relativement lente et prolongée » et qu'il fallait chercher ces termes dans la presse durant les semaines et les mois à venir. En effet, ces termes sont apparus and ad infinitum dans tous les médias du monde.

Le journaliste révélait par ailleurs que « que face au spectre de leur propre mort financière, certains éminents banquiers européens sont extrêmement préoccupés et qualifiaient cet exercice de haute voltige d'« insoutenable », et affirmaient que les déficits budgétaire et commercial pourraient engendrer l'effondrement du dollar ». Un membre de Bilderberg a admis que « les banques mêmes ne savent pas quand [le fond sera atteint] ». Tous paraissaient s'entendre sur le fait que « le niveau de capital dont les banques étatsuniennes ont besoin pourrait être considérablement plus élevé que ce que le gouvernement étatsunien a suggéré lors de ses récents tests de tension ». De plus, « quelqu'un du FMI a souligné que sa propre étude sur les récessions historiques suggère que les États-Unis ne sont rendus qu'au tiers de celle-ci. Par conséquent, les économies s'attendant à se rétablir grâce à la résurgence de la demande provenant des États-Unis devront attendre longtemps. » Un des participants a déclaré que « les pertes en capitaux propres en 2008 étaient pires que celles de 1929 [et que] la prochaine phase du déclin économique sera également pire que dans les années 1930, surtout parce que les États-Unis sont chargés d'une dette excessive d'environ 20 billions de dollars. L'idée d'un boom [économique] sain constitue un mirage jusqu'à ce que cette dette soit éliminée [19] ».

La perception générale d'une reprise de l'économie signifierait-elle que le plan Bilderberg est en marche? Eh bien, pour répondre à cette question de façon éclairée, nous devons examiner qui étaient les principaux participants de la conférence.

Dirigeants des banques centrales

Comme d'habitude, de nombreux dirigeants des banques centrales étant présents. Parmi eux le gouverneur de la Banque nationale de Grèce, celui de la Banque d'Italie, le président de la Banque européenne d'investissement, l'ancien président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, Nout Wellink président de la Banque centrale des Pays-Bas et membre de la direction de la Banque des règlements internationaux (BRI), Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne, le gouverneur adjoint de la Banque nationale de Belgique ainsi qu'un membre du Conseil des administrateurs de la Banque centrale d'Autriche.

Ministres des Finances et médias

Des ministres des Finances et des officiels de nombreux pays ont également assisté à la réunion. La Finlande, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Grèce, le Portugal et l'Espagne y avaient chacun un représentant gouvernemental des Finances. Il s'y trouvait aussi beaucoup de représentant des grandes entreprises médiatiques du monde, dont l'éditeur de Der Standard d'Autriche; le président et PDG de la Washington Post Company; le rédacteur en chef de The Economist; l'éditeur délégué de Die Zeit d'Allemagne; le président et rédacteur en chef du Nouvel Observateur de France; le corédacteur et chroniqueur en chef sur l'économie du Financial Times; ainsi que le correspondant aux affaires et chroniqueur économique de The Economist. Voilà certaines des grandes publications financières mondiales présentes à cette réunion. Naturellement, ils ont une grande influence sur la perception qu'a le public de l'économie.

Les banquiers

Il convient en outre de souligner la présence à cette rencontre de banquiers privés, puisque ce sont les grandes banques internationales qui détiennent les actions des banques centrales du monde, lesquelles détiennent en retour les actions de la BRI. Parmi les banques et sociétés de financement représentées, il y avait la Deutsche Bank AG, ING, Lazard Freres & Co., Morgan Stanley International, Goldman Sachs et la Royal Bank of Scotland. Il est important de souligner par ailleurs la présence de David Rockefeller [20], ancien président et PDG de la Chase Manhattan (aujourd'hui J.P. Morgan Chase), que l'on pourrait qualifier d'actuel « roi du capitalisme ».

L'administration Obama

La rencontre de Bilderberg accueillait en outre de nombreux représentants de l'administration Obama chargés de résoudre la crise économique, dont Timothy Geithner, secrétaire au Trésor et ancien président de la Federal Reserve Bank of New York; Lawrence Summers, directeur du Conseil économique national de la Maison-Blanche, ancien secrétaire au Trésor du gouvernement Clinton, ancien président de l'Université Harvard et ancien économiste en chef de la Banque mondiale; Paul Volcker, ancien gouverneur de la Réserve fédérale et chef du Comité consultatif de relance économique du président Obama et Robert Zoellick, ancien président de Goldman Sachs et actuel président de la Banque mondiale [21].

Sans que cela soit confirmé, on rapporte la présence du président de la Fed Ben Bernanke. Toutefois, si l'on peut se fier à l'histoire et aux précédentes réunions du Bilderberg, le président de la Fed et celui de la Federal Reserve Bank of New York sont toujours présents. Il serait donc surprenant qu'ils n'aient pas été présents à la rencontre de 2009. J'ai contacté la Fed de New York pour demander si le président avait assisté à des réunions d'organismes ou de groupes quelconques en Grèce au moment de la rencontre des membres de Bilderberg et on m'a répondu de demander une liste de participants aux organisations concernées. S'ils n'ont pas confirmé sa présence, ils ne l'ont pas non plus niée.

Évidemment, tous ces joueurs clés peuvent exercer assez d'influence pour modifier l'opinion publique et la perception de la crise économique. Ils sont aussi ceux qui y ont le plus à gagner. Cependant, peu importe l'image qu'ils créent, elle ne demeure que ce qu'elle est : une image. L'illusion se brisera assez tôt et le monde en viendra à réaliser que la crise que nous avons traversée jusqu'ici n'est simplement que le chapitre introductif de la crise économique telle qu'elle sera écrite dans les livres d'histoire.

Conclusion

Les avertissements de la BRI et de son ancien économiste en chef, William White, ne doivent pas être pris à la légère. Les précédentes mises en garde de la BRI et de William White sont passées sous silence et se sont avérées exactes avec le temps. Ne laissez pas l'espoir de « reprise économique » véhiculé par les médias mettre de côté la « réalité économique ». Même s'il peut être déprimant de le reconnaître, il est beaucoup mieux de connaître le sol que l'on foule, même s'il est parsemé de dangers, que de l'ignorer et de courir imprudemment dans un champs de mines. L'ignorance ne rend pas heureux, elle est plutôt une catastrophe à retardement.

Un médecin doit d'abord identifier et diagnostiquer correctement un problème avant de pouvoir offrir n'importe quel remède comme solution. Si le diagnostic est incorrect, le remède n'aura pas d'effet, il pourrait en fait aggraver la situation. L'économie mondiale souffre d'un grave cancer : certains l'ont correctement diagnostiqué, pourtant le remède qu'on lui a donné était destiné à guérir un rhume. La tumeur économique a été identifiée. La question est : est-ce que nous l'acceptons et nous essayons de la traiter ou nous prétendons que le remède pour la toux va la guérir? Des deux attitudes, laquelle offre les meilleures chances de survie? Maintenant essayez d'accepter le dicton « imbécile heureux ».

Comme disait Gandhi, « Il n'est d'autre dieu que la vérité »

Pour une vue d'ensemble des crises financières à venir, voir : « Entering the Greatest Depression in History: More Bubbles Waiting to Burst, » Global Research, August 7, 2009.

Article original en anglais : [The Economic Recovery is an Illusion](#), The Bank for International Settlements (BIS) Warns of Future Crises, publié le 3 octobre 2009.

Traduction : Julie Lévesque pour Mondialisation.ca.

Notes

[1] Time, HEROES: Man-of-the-Year. Time Magazine: Jan 6, 1930:

<http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,738364-1,00.html>

[2] James Calvin Baker, The Bank for International Settlements: evolution and evaluation. Greenwood Publishing Group, 2002: page 2

[3] James Calvin Baker, The Bank for International Settlements: evolution and evaluation. Greenwood Publishing Group, 2002: page 6

[4] James Calvin Baker, The Bank for International Settlements: evolution and evaluation. Greenwood Publishing Group, 2002: page 148

[5] James Calvin Baker, The Bank for International Settlements: evolution and evaluation. Greenwood Publishing Group, 2002: page 149

[6] Carroll Quigley, Tragedy and Hope: A History of the World in Our Time (New York: Macmillan Company, 1966), 324-325

[7] Carroll Quigley, Tragedy and Hope: A History of the World in Our Time (New York: Macmillan Company, 1966), 324

[8] Ambrose Evans-Pritchard, Derivatives still pose huge risk, says BIS. The Telegraph: September 13, 2009: <http://www.telegraph.co.uk/finance/newsbysector/banksandfinance/6184496/Derivatives-still-pose-huge-risk-says-BIS.html>

[9] Robert Cookson and Sundeep Tucker, Economist warns of double-dip recession. The Financial Times: September 14, 2009: <http://www.ft.com/cms/s/0/e6dd31f0-a133-11de-a88d-00144feabdc0.html>

[10] Patrick Jenkins, BIS head worried by complacency. The Financial Times: September 20, 2009: <http://www.ft.com/cms/s/0/a7a04972-a60c-11de-8c92-00144feabdc0.html>

[11] David Uren. Bank for International Settlements warning over stimulus benefits. The Australian: June 30, 2009:

<http://www.theaustralian.news.com.au/story/0,,25710566-601,00.html>

[12] Simone Meier, BIS Sees Risk Central Banks Will Raise Interest Rates Too Late. Bloomberg: June 29, 2009:

<http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601068&sid=aOnSy9jXFKaY>

[13] Robert Cookson and Victor Mallet, Societal soul-searching casts shadow over big banks. The Financial Times: September 18, 2009: <http://www.ft.com/cms/s/0/7721033c-a3ea-11de-9fed-00144feabdc0.html>

[14] AFP, Top central banks agree to tougher bank regulation: BIS. AFP: September 6, 2009: <http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5h8G0ShkY-AdH3TNzKJEetGuScPiQ>

[15] Simon Kennedy, Basel Group Agrees on Bank Standards to Avoid Repeat of Crisis. Bloomberg: September 7, 2009: <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601087&sid=aETt8NZiLP38>

[16] Abigail Moses, Central Banks Must Agree Global Clearing Supervision, BIS Says. Bloomberg: September 14, 2009: http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601087&sid=a5C6ARW_tSW0

[17] FIABIC, US home prices the most vital indicator for turnaround. FIABIC Asia Pacific: January 19, 2009: http://www.fiabci-asiapacific.com/index.php?option=com_content&task=view&id=133&Itemid=41

Alexander Green, The National Debt: The Biggest Threat to Your Financial Future. Investment U: August 25, 2008: <http://www.investментu.com/IUEL/2008/August/the-national-debt.htm> |

John Bellamy Foster and Fred Magdoff, Financial Implosion and Stagnation. Global Research: May 20, 2009: <http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=13692>

[18] Dawn Kopecki and Catherine Dodge, U.S. Rescue May Reach \$23.7 Trillion, Barofsky Says (Update3). Bloomberg: July 20, 2009: <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601087&sid=aY0tX8UyslaM>

[19] Andrew Gavin Marshall, The Bilderberg Plan for 2009: Remaking the Global Political Economy. Global Research: May 26, 2009: <http://www.globalresearch.ca/index.php?aid=13738&context=va>

[20] Maja Banck-Polderman, Official List of Participants for the 2009 Bilderberg Meeting. Public Intelligence: July 26, 2009: <http://www.publicintelligence.net/official-list-of-participants-for-the-2009-bilderberg-meeting/>

[21] Andrew Gavin Marshall, The Bilderberg Plan for 2009: Remaking the Global Political Economy. Global Research: May 26, 2009: <http://www.globalresearch.ca/index.php?aid=13738&context=va>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Andrew Gavin Marshall](#), Mondialisation.ca, 2009

Articles Par : [Andrew Gavin Marshall](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer

la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca